

ce fût, à la visite des délégués. Ces délégués furent remis—je ne parle pas de l'agent du ministre de l'agriculture—entre les mains d'hommes distingués de l'opposition locale, et il ne leur fut permis de voir, entendre et apprendre que les choses qui, de l'avis de ces messieurs, devaient être vues, entendues et connues par eux (les délégués.)

Autant que j'ai pu savoir, il y a des parties considérables de la province que les délégués n'ont pas visitées. Sous le rapport de l'intérêt et de l'enthousiasme qu'elle aurait dû provoquer, cette visite a été une affaire manquée. Je suis convaincu que, si le gouvernement avait reçu quelque encouragement à faire une réception convenable à ces délégués, et à leur donner connaissance, au cours de leur visite, de toutes les ressources de la province, il y aurait eu une manifestation d'intérêt et d'enthousiasme telle, que ces délégués en eussent été charmés, et qu'ils eussent été portés à faire des rapports plus favorables, en ce qui concerne la population, les charmes de la vie sociale, les ressources agricoles et autres de la province, que ceux qu'on a lieu d'attendre d'eux, aujourd'hui.

Une pareille rumeur venue d'autres provinces nous autorise à croire que la visite de ces délégués n'a pas été aussi importante et intéressante qu'elle aurait pu être.

L'autre erreur, de la part du gouvernement, a été de tenir ces délégués dans les lisières, au lieu de les laisser voguer à volonté. S'ils sont partisans du libre-échange, on aurait dû leur permettre d'exprimer leur opinion franchement et librement, car il n'y avait rien à cacher dans une visite d'hommes intelligents venant d'Angleterre; mais on les a tenus dans les lisières, on ne leur a pas permis d'exprimer librement leurs vues en opposition à la politique commerciale du gouvernement; et avant tout, le gouvernement a commis une erreur en cachant le rapport qui, à notre connaissance, a été transmis au Canada, et que le public n'a pas encore eu l'occasion de voir et, de cette manière, le gouvernement a créé un soupçon qui, sans cela, aurait pu ne pas exister. Le gouvernement a probablement craint que les sentiments et les opinions de ces délégués eussent un effet funeste sur le sort de l'administration elle-même.

Une autre erreur a été commise par la suppression du rapport. Je crois que le ministre de l'agriculture ne peut échapper à une sévère censure, de la part de cette chambre, pour avoir renvoyé ce rapport, sans l'avoir lu, qu'en prétextant le mauvais état de sa santé. Toutefois, cela ne l'excuse pas de ne pas avoir envoyé ce rapport à quelque membre du gouvernement pour le faire reviser et le publier.

Nous ne savons même pas quelles sont les personnes que ces délégués ont rencontrées au Canada, les endroits qu'ils ont visités, quelles ont été leurs impressions sur les ressources du pays et sur l'effet de la politique fiscale du gouvernement sur l'esprit des immigrants probables. Je pense, comme l'honorable ministre de la milice, que si le rapport est hostile aux intérêts de l'immigration au Canada, le gouvernement serait justifiable de refuser de le faire connaître au dehors, mais tout cela n'est pas une raison pour refuser des informations aux populations des provinces maritimes et au Canada, en général, quant à l'impression faite sur l'esprit des délégués. Ils ont visité les provinces maritimes à une époque de l'année où tout se présente sous l'aspect le plus favorable, et si ont les eût dirigés

M. FLINT.

vers les bonnes parties des provinces, je suis certain qu'ils auraient vu des panoramas d'une beauté incomparable au Canada, et qu'ils auraient rencontré une population qu'aucune population, dans le monde entier, ne peut surpasser pour ses qualités de bons citoyens, de bons voisins, d'agriculteurs et de travailleurs intelligents et entreprenants, dans toutes les sphères de la vie.

Comme on l'a dit ici, l'autre jour, la population des provinces maritimes ne craint pas la comparaison avec aucune population du continent. Nous n'avons pas de vastes étendues de terrain, comme le Nord-Ouest; nous n'avons pas une population aussi nombreuse que celle de la province d'Ontario, mais nous avons des ressources qu'ils n'ont pas. Nos pêcheries sont d'une richesse énorme: nous avons de vastes ressources minières, des bois de construction et des essences forestières d'une rare beauté, et d'excellentes terres arables partout où l'agriculture est pratiquée. Sans la politique du gouvernement qui rend les conditions de la vie difficiles pour notre population, nous serions un peuple heureux et prospère.

Nous avons appris une autre chose étrange au cours de ces débats; une chose que les membres de ce côté-ci de la chambre soupçonnaient depuis longtemps, et qui nous est présentée maintenant, sous une forme quasi officielle. C'est que l'action de l'administration, à Ottawa, se trouve, dans une grande mesure, contrôlée par l'influence du haut commissaire, à Londres. Il est presque ouvertement admis, tout autant que si la déclaration en eût été faite publiquement, que le haut commissaire, à Londres, a dicté au gouvernement la ligne de conduite qu'il devait suivre concernant ce rapport. Pourquoi ce rapport a-t-il été renvoyé à Londres avec une précipitation aussi inconvenante; pourquoi a-t-il eu jusqu'ici la haute main sur ce document, et si l'on peut se fier à la rumeur publique pourquoi aurait-il conféré avec quelques-uns des délégués pour les engager à faire des changements dans leurs rapports avant de les renvoyer à Ottawa pour être présentés au public, ici? Durant ces derniers jours nous avons appris par des informations privées, en même temps que par des publications dans la presse, que ces délégués expriment ouvertement leur opinion en Angleterre au sujet de l'effet qu'a la politique fiscale du gouvernement sur la population du Canada. Ce sont des hommes influents qui ont l'occasion de parler devant des cercles agricoles ou des réunions publiques d'immigrants en perspective et autres, et ils donnent libre cours aux opinions qu'ils se sont formées durant leur visite rapide et insuffisante aux provinces maritimes. S'il y a, dans ce rapport, des représentations préjudiciables aux intérêts des provinces maritimes, nous devons en tenir le gouvernement et ses agents, rigoureusement responsables, parce qu'il nous faut en venir à la conclusion que s'il est des vues hostiles aux intérêts des provinces maritimes elles ont été créées par le défaut de facilités offertes aux délégués envoyés par sir Charles Tupper. Nous sommes convaincus qu'un examen complet et injuste des ressources de ces provinces ne saurait produire qu'un résultat favorable, à l'instar du résultat créé par la visite des délégués de la presse de la Nouvelle-Angleterre. Ce serait un plaisir de lire au Canada les rapports brillants que ces messieurs ont faits sur la province de la Nouvelle-Ecosse, telle qu'ils l'ont vue, au mois d'août dernier.